



LA CARAVANE
DES RÉGIONS
DU MAROC

MARRAKECH
SAFI

ÉTAPE
9

Marrakech-Safi

Vers un développement intégré et solidaire

► Pour sa 9^e étape, la Caravane des régions des Inspirations ÉCO a fait escale à Marrakech. Opportunités, climat des affaires, investissements, obstacles... toutes les questions ont été débattues en présence des principaux acteurs de la région.

Wali de la région, président et membres du Conseil régional, président régional de la CGEM, patron de la chambre de commerce, élus... Les principaux acteurs du conglomérat Marrakech-Safi ont pris part à la conférence organisée par Les Inspirations ÉCO, jeudi 9 mars à Marrakech, dans le cadre de la Caravane des régions. Signe que toutes les forces vives de la région sont sur la même longueur d'onde. «*Je salue les autorités et les élus de la région de Marrakech-Safi de nous avoir associé aux réflexions et concertations relatives à la mise en place des plans de développement et des stratégies*», a reconnu Mohamed Adel Bouhaja, président régional de la CGEM.



Solidarité interrégionale

Tour à tour, les différents intervenants ont mis l'accent sur le potentiel important dont dispose la région qui abrite près de 4,5 millions d'habitants et pèse pour plus de 10% dans le PIB du royaume. «*Tourisme, agriculture, pêche maritime, formation en enseignement, santé, structures d'accueil... Marrakech-Safi connaît une grande dynamique à tous les niveaux, aidée en cela par la diversité des richesses naturelles et humaines dont elle dispose et les grandes opportunités d'investissements qui en découlent*», a précisé Abdelfettah Lebjoui, wali de la région. Preuve de cette dynamique, la Commission régionale des investissements a validé en 2016 quelque 261 projets d'un montant global de 67,2 MMDH. «*Cette dynamique va se poursuivre à travers la mutualisation des efforts de tous les acteurs de la région et ceci dans le cadre d'une démarche participative qui associe toutes les parties prenantes*», poursuit le wali de la région de Marrakech-Safi. Ahmed Akhchichen a abondé dans le même sens en précisant que «*la région connaît un développement évolutif grâce aux efforts des autorités publiques et des élus ainsi qu'au partenariat public-*

privé qui constitue le socle d'une gouvernance participative». Le président du Conseil régional a néanmoins insisté sur les valeurs de la solidarité interrégionale. «*Le Conseil régional a mis en place une*

Le Conseil régional a mis en place une stratégie pour réduire les disparités entre les composantes de la région.

stratégie pour réduire les disparités entre les composantes de la région à travers la consécration du principe de la solidarité entre les collectivités territoriales. Nous avons aussi pris en considération la concentration des richesses et le retard enregistré par certaines communes au niveau du développement. Tout cela a été pris en compte dans le cadre du Plan de développement régional (PDR) qui est fin prêt», poursuit-il.

Le foncier et le financement encore

Mais les opérateurs économiques, quant

à eux, ont d'autres préoccupations, dont certaines sont urgentes. Les investisseurs et hommes d'affaires présents ont, en effet, mis le doigt sur les principaux problèmes qui freinent le développement de leurs activités au niveau de la région. Le principal obstacle, souligné par plusieurs intervenants est le foncier. «*Au niveau de la région, il y a plusieurs types de foncier (collectif, guich, habous...) et l'accès y est difficile. On le sait très bien, le foncier est le point de départ de tout projet*», s'est plaint un des investisseurs de la région. Un autre renchérit : «*il n'est pas normal que la région soit dotée de terres très étendues, dont une bonne partie est inexploitée et que l'investisseur trouve du mal à accéder au foncier*». Abdelfettah Lebjoui s'est montré très réactif : «*la question du foncier se pose avec acuité, mais c'est un problème qui concerne tout le Maroc et pas seulement Marrakech-Safi. Pour débloquer la situation, je compte organiser une table ronde avec les directeurs centraux qui gèrent le foncier public afin de mettre la question à plat et trouver des solutions*», a-t-il promis. L'autre obstacle qui donne du fil à retordre aux investisseurs est le financement. «*Plusieurs projets, en particulier touristiques, sont à l'arrêt au niveau de la région. Et pour cause, les banques ne veulent plus financer les*



La région de Marrakech-Safi ambitionne de diversifier son tissu économique dans le cadre de la nouvelle orientation du développement qui tend à créer et promouvoir des secteurs à haute valeur ajoutée (nouvelles technologies, énergies renouvelables, production phosphatière, valorisation des produits de la mer). L'objectif étant d'enclencher un développement durable et intégré où les collectivités territoriales jouent le rôle de leviers.

Abdelfettah Lebjoui,
wali de la région



La CGEM a été associée aux réflexions et concertations relatives à la mise en place des plans de développement et des stratégies. L'implication de la confédération témoigne d'un partenariat public-privé exemplaire qui permettra sans aucun doute d'aboutir à une vision du développement économique et social. Cette régionalisation en fait une grande opportunité pour les entreprises, laquelle doit normalement libérer les énergies et les territoires et les doter de moyens de développement propres, inclusifs et durables.

Mohamed Adel Bouhaja,
président régional de la CGEM

projets dans ce secteur», déplore un investisseur. «*Aucune banque ne suivra. C'est normal*», a fait savoir Samir Chaouki, directeur de publication des Inspirations ÉCO. Le wali et le conseil régional tenteront néanmoins de trouver un terrain d'entente. «*Nous allons voir avec le secteur bancaire afin d'approcher la question dans sa globalité et trouver des solutions*», a promis le wali.

MARRAKECH
SAFI

LA CARAVANE
DES RÉGIONS
DU MAROC



ÉTAPE
9

Recommandations et pistes de relance

À l'issue d'un débat transparent et sans langue de bois, plusieurs recommandations et suggestions ont été émises pour relancer la région de Marrakech-Safi. Tour d'horizon.



Le Conseil régional a mis en place une stratégie pour réduire les disparités entre les composantes de la région à travers la consécration du principe de la solidarité entre les collectivités territoriales. Nous avons aussi pris en considération la concentration des richesses et le retard enregistré par certaines communes au niveau du développement. Tout cela a été pris en compte dans l'élaboration du Plan de développement régional (PDR) qui sera adopté lundi 12 mars dans le cadre de la session ordinaire du conseil.

Ahmed Akhchichen,
président du Conseil régional



Notre objectif est de créer une relation gagnant-gagnant entre deux acteurs, l'investisseur et le CRI, ayant deux objectifs différents mais cherchant la même finalité : la nécessité de créer de la richesse. L'investisseur cherche en effet la rentabilité, la visibilité locale et un traitement spécial. L'administration, de son côté, regarde l'utilité économique et social, le respect des lois et procédures en vigueur. Le CRI doit jouer le rôle de facilitateur, d'intermédiaire et doit être une force de proposition. Notre positionnement va de l'élaboration de la stratégie jusqu'à la mise en œuvre des projets.

Brahim Kheireddine,
directeur du CRI

Agriculture Connecter la région au barrage Al Massira

«C'est l'avenir de la région», estime un membre du Conseil de la région faisant allusion à ce grand chantier. Il s'agit de ramener les eaux du barrage Al Massira pour alimenter Marrakech-Safi. La région dispose en effet d'un potentiel agricole, mais le développement de ce secteur bute sur la rareté des ressources en eau. Du coup, plusieurs provinces et communes sont condamnées ou restent à la merci des aléas climatiques. La solution est retenue et s'intègre dans le cadre du schéma national de transfert des eaux des bassins excédentaires vers les bassins déficitaires. Abdelfettah Lebjouji, a fait savoir que «la question est à l'ordre du jour d'une réunion qui se tiendra cet après-midi» (ndlr 9 mars dernier).

Investissement Cadre incitatif régional

Pour stimuler l'investissement, un coup de pouce incitatif est toujours nécessaire. Le président régional de la CGEM estime que la région en a besoin : «en plus des projets structurants prévus

dans le cadre du plan de développement régional, nous estimons que le cadre de la déclinaison régionale du Pacte national pour l'émergence industrielle (PNEI), notre région doit mettre en place un cadre incitatif permettant de drainer des mégas projets industriels à forte valeur ajoutée, liés aux métiers mondiaux du Maroc à l'instar des autres régions du royaume et des activités qui y sont développées», indique Mohamed Adel Bouhaja. Les détails de ce cadre incitatif n'ont pas été exposés, mais la réflexion porterait sur le volet fiscal et l'accès au foncier.

Investissement Création d'un Haut-commissariat

À l'image du plan ou des eaux et forêts, un Haut-commissariat pour l'investissement est-il envisageable ? En tout cas, l'idée a été proposée par un investisseur à Essaouira. Pour lui, une telle instance est de nature à donner un coup de boost à l'investissement. «Certes, les centres régionaux d'investissement font beaucoup d'efforts, mais font face à des contraintes. Par exemple, leur dépen-

dance vis-à-vis du ministère de l'Intérieur limite leur marge de manœuvre», poursuit-il. L'idée est en fait de consacrer à l'investissement une instance dédiée à même de le gérer dans sa transversalité.

PDR Passer de 10 à 14% de PIB national en 5 ans

Après plus d'une année de préparation, des visites de plusieurs provinces et l'organisation d'ateliers, le Conseil régional accompagné par un bureau d'études vient de finaliser son Plan de développement régional (PDR). «Il sera adopté aujourd'hui, lundi 13 mars, lors de la session ordinaire du conseil», indique Ahmed Akhchichen. Et de poursuivre : «nous disposons aujourd'hui d'une vision du développement économique de la région et des chantiers à engager. Notre ambition est de passer de 10 à 14% de PIB national dans 5 ans et la création d'environ 280.000 emplois».

Événements

Marrakech aura son carnaval

C'est Abdelfettah Lebjouji qui l'annonce: la ville ocre organisera un carnaval en

2018. «Le seul événement de cet ordre connu mondialement est celui de Rio au Brésil. Marrakech sera la première ville en Afrique et même en Europe à organiser un carnaval», indique le wali de la région. Derrière cet événement, c'est toute une stratégie de promotion qui se dresse. Ce genre d'événements donne en effet une grande visibilité à la destination et impacte toute l'activité économique de la ville et au-delà de la région.